



ENQUÊTE AFRIQUE 2050

L'Afrique de demain vue
par celles et ceux
qui la feront

En partenariat avec

skema
BUSINESS SCHOOL





Pascal LOROT
Président de Choiseul Africa

En 2050, plus de la moitié de la population africaine aura moins de 25 ans. Le continent aura passé la barre des deux milliards d'habitants. De fait, l'Afrique se trouve dès aujourd'hui au carrefour des défis mondiaux en cours et à venir.

Pourtant, peu d'études font l'état des projections des africains sur ces nouveaux enjeux. Comment les dirigeants voient-ils l'Afrique à horizon 2050 ? Quelles sont leurs ambitions pour le continent ? Quel regard portent-ils sur les dynamiques économiques, le numérique, la transition énergétique, les relations commerciales avec le reste du monde ?

Depuis plus de dix ans, Choiseul est engagé en Afrique pour valoriser le parcours de ces décideurs économiques et favoriser entre eux les opportunités d'échanges et de partenariats. Nous fédérons aujourd'hui une communauté de plus de 700 dirigeants représentant 51 pays sur les 54 que compte le continent, et œuvrant dans une multitude de secteurs.

Fort de ce réseau panafricain unique, sans équivalent, tourné prioritairement vers la jeune génération, nous avons souhaité donner la parole à celles et ceux qui font et feront l'Afrique de demain.

Nous avons ainsi interrogé près de 300 dirigeants économiques de premier plan issus de l'écosystème *Choiseul Africa* pour essayer de comprendre leur vision et leurs projections pour le continent. Ces personnalités représentatives anglophones, arabophones, francophones et lusophones, ont exprimé les idées et initiatives qui parcourent actuellement l'Afrique.

Les résultats inédits que nous révélons aujourd'hui offrent des éléments de compréhension éclairants pour quiconque s'intéresse aux dynamiques africaines, à la relation qui unit l'Afrique et l'Europe, et au reste du monde de façon plus large.

Cette étude unique va souvent à rebours de nos idées reçues. Vous y découvrirez que ces élites souhaitent, dans leur grande majorité, que l'Union européenne redevienne le premier partenaire commercial de l'Afrique en 2050, bien plus que la Russie ou la Chine, même si des variations existent en fonction des géographies interrogées. Que l'Africanité, ce sentiment mutuel d'appartenance à une communauté qui va au-delà des frontières des différents États africains, est une valeur croissante et partagée avec optimisme par les dirigeants économiques du continent, alors que 97% des répondants appellent de leurs vœux la création d'un véritable marché continental. Ou encore que la présence de la France en Afrique est perçue de manière favorable par une large majorité des dirigeants interrogés.

C'est à un véritable parcours dans la vision qu'ont les dirigeants africains de l'avenir de leur continent que nous vous convions à travers cette enquête sans équivalent.





Alice GUILHON

Directrice générale de SKEMA Business School

SKEMA Business School est une école de management GLOCALE, avec des campus enracinés dans différentes parties du monde, agissant comme une plateforme mondiale de mobilité pour ses étudiants. Ils y apprennent la vie (professionnelle et personnelle) avec les pays et pas seulement dans les pays et développent des capacités à produire des analyses comparatives des sociétés dont les résultats sont très souvent contre-intuitifs.

SKEMA, depuis sa création a choisi d'adresser les diversités et les différences comme grille de lecture et mode d'action dans le monde. Nos étudiants représentent des jeunessees avec des intentions et des visions très différentes, nos professeurs enseignent des matières fondamentales avec un prisme culturel et scientifique qui enrichit les modes d'acquisition des savoirs et apporte une distance d'analyse à nos étudiants.

Le rapport produit par Pascal Lorot et l'équipe de Choiseul s'inscrit dans cette approche, celle de livrer des analyses iconoclastes qui n'ont pas pour ambition de prendre position sur ce qui est bien ou mal, mais plutôt sur ce qui est vrai ou faux. C'est pourquoi, nous sommes très heureux à SKEMA d'être partenaire de Choiseul pour cette édition.

Comprendre l'Afrique est impossible, tant les pays et les cultures y sont diverses ! SKEMA est implantée en Afrique du Sud et c'est avec beaucoup d'humilité que notre apprentissage opère dans ce pays et plus largement sur le continent africain. Nos étudiants et nos diplômés le vivent avec passion, et une fois de retour dans leurs pays d'origine, ils sont transformés, prêts à être des vrais citoyens du monde et à s'enraciner partout. Le Brésil, les États-Unis, le Canada, la Chine, l'Afrique du Sud et bien sûr la France sont autant de destinations à SKEMA que d'expériences et de modes d'apprentissages.

À l'heure des questionnements légitimes sur la transition écologique et sociétale, accompagner les continents dans leur mutation grâce à l'enseignement supérieur et la recherche est une nécessité, préparer les jeunessees à confronter leurs idées et leurs intentions est un devoir si nous voulons engager une action collective et efficace au service de ces enjeux. En vivant un « Move for Good », nos étudiants de plus de 130 nationalités dans le monde, vivent et apprennent ensemble le respect de la diversité et de la différence. Notre ambition est de voir émerger un socle commun de valeurs et de représentations qui leur permettront de prendre le destin de leurs pays et plus largement celui des sociétés dans leurs mains.

Les pays Africains y prendront part alors faisons ce mouvement ensemble et non à côté les uns des autres.



SOMMAIRE

PARTIE 1. UNE AFRIQUE AFRO-OPTIMISTE	8
Des élites qui se projettent au niveau mondial et continental	9
Se penser à l'échelle du continent : un rapport pragmatique à leur identité africaine	9
Des décideurs confiants quant aux perspectives de développement du continent	11
PARTIE 2. UN OPTIMISME QUI NE SAURAIT CACHER LA PERCEPTION DE FAIBLESSES	14
Des freins et des menaces identifiés comme pesant sur le bon développement économique du continent	15
Les infrastructures, clef de voûte de la croissance africaine	15
La disponibilité du capital humain et la qualité des formations dispensées, autre prérequis pour l'accompagnement du développement économique africain	16
PARTIE 3. L'AFRIQUE FACE AUX GRANDS DÉFIS DU XXI^{ÈME} SIÈCLE : FOCUS SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LA NUMÉRISATION	20
Le développement durable, défi incontournable mais aussi perspective de croissance	21
La nécessaire numérisation des appareils productifs et de l'économie	22
PARTIE 4. L'AFRIQUE ET SES RELATIONS COMMERCIALES AVEC LE RESTE DU MONDE	24
L'avenir de l'Afrique et de son développement repose aussi sur sa capacité à s'ouvrir au monde et à offrir un cadre favorable aux investissements internationaux	25
L'Europe, partenaire naturel et souhaité de l'Afrique	26
ÉCHANTILLON ET CARACTÉRISTIQUES DE L'ENQUÊTE	31
À PROPOS	33

ENQUÊTE
AFRIQUE 2050

PREMIÈRE PARTIE

Une Afrique
afro-optimiste



Des élites qui se projettent au niveau mondial et continental

Le premier élément saillant que révèle cette enquête est l'ouverture au continent et au monde des décideurs africains. L'échelle d'appartenance des dirigeants interrogés dépasse, en effet, les frontières nationales et s'inscrit dans une identité panafricaine, voire mondiale. Cette réalité est tout particulièrement marquée dans l'Afrique francophone, avec moins de 4% des décideurs francophones faisant d'abord mention d'une identité nationale.

Sur l'ensemble des réponses, seule une très faible minorité (7 %) des dirigeants africains interrogés se qualifient d'abord comme citoyen de leur pays de naissance. 51 % se considèrent davantage citoyens du monde et 42 % davantage africains.

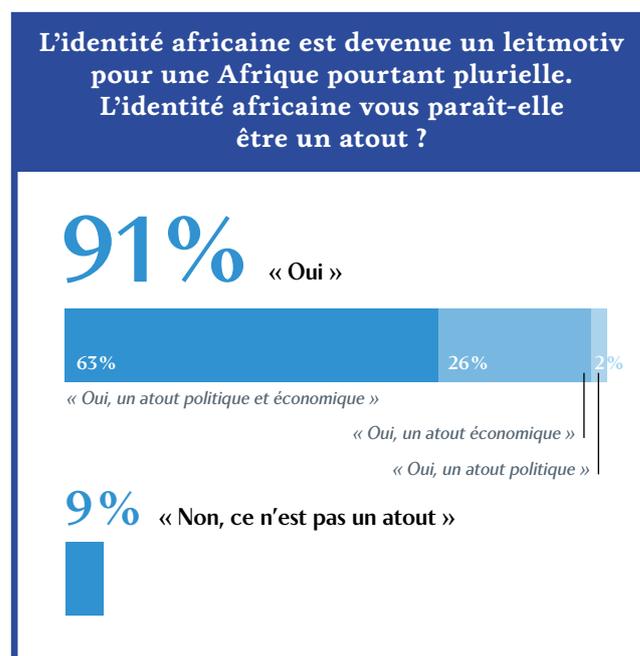
QUESTION 1



Se penser à l'échelle du continent : un rapport pragmatique à leur identité africaine

L'identité africaine, au-delà d'une attache assez largement observée (42% des dirigeants l'ayant mentionnée comme première appartenance), est vécue comme une opportunité pour défendre des intérêts politiques ou économiques. Dans leur perception de l'identité africaine, il y a donc une part de sentiment d'appartenance, mais aussi une volonté de pragmatisme alors que moins de 9% des répondants n'y voient ni un atout politique ni un atout économique.

QUESTION 2



Ce phénomène s'illustre notamment dans le cadre des réflexions autour de la zone de libre-échange africaine qui prendrait la forme d'un marché commercial unique sur le continent. 97 % des sondés considèrent ainsi le projet d'un marché continental comme étant souhaitable. De plus, cette adhésion massive s'accompagne d'une confiance en la faisabilité d'un tel projet, avec 85 % des personnes interrogées qui considèrent ce projet comme réaliste.

FOCUS

La ZLECAf

L'accord établissant la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) a été adopté le 1^{er} janvier 2021. À ce jour, 54 pays africains l'ont signé et 47 l'ont ratifié. Toujours est-il que la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges demeure progressive et que la réussite de cet accord dépend de l'adaptation des différentes réglementations commerciales nationales. Selon le Fonds monétaire international (FMI), sa mise en place permettrait une hausse de plus de 10 % du PIB réel médian par habitant.

La création d'un grand marché continental est très largement perçue comme bénéfique (36 %) voire très bénéfique (57 %) à leurs activités économiques ou à celles de leurs pays. Une très faible proportion (7 %) ne voit en cette création potentielle qu'un projet peu bénéfique ou neutre.

QUESTION 3

Comment percevez-vous la perspective de la création d'un marché continental ?

« Souhaitable »

97% « Oui »



« Non » 3%

« Réaliste »

85% « Oui »



« Non » 15%

QUESTION 4

La création future d'un grand marché sur le continent peut-elle être bénéfique à vos activités/votre pays ?

36% « Bénéfique »

« Bénéfique »

57% « Très bénéfique »

« Très bénéfique »

7%

« Peu bénéfique ou neutre »

0%

« Préjudiciable »

Stone Atwine, Fondateur et Directeur général d'Eversend (Ouganda), considère ainsi que « le moteur économique le plus important dans les années à venir pourrait être l'intégration régionale et l'augmentation du commerce intra-africain grâce à des projets tels que la zone de libre-échange continentale africaine ».

Cependant, en raison d'un manque d'homogénéité des besoins, certaines personnes interrogées, dont William Nkontchou, Président d'AFIIP (Cameroun), invitent à « consolider les marchés régionaux, plutôt qu'un marché africain ».

En somme, une meilleure coopération entre les États africains est nettement plébiscitée, même si certains des décideurs appellent de leurs vœux la création ou le renforcement de marchés régionaux, plutôt qu'un grand marché continental.

« Le moteur économique le plus important dans les années à venir pourrait être l'intégration régionale et l'augmentation du commerce intra-africain grâce à des projets tels que la zone de libre-échange continentale africaine. »

Stone ATWINE

Fondateur et Directeur général d'Eversend
OUGANDA

Des décideurs confiants quant aux perspectives de développement du continent

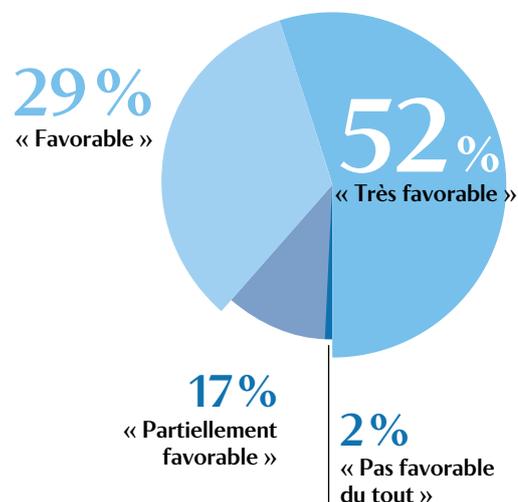
Les décideurs africains interrogés sont très majoritairement optimistes quant au développement socio-économique du continent dans les décennies à venir. Plus de 80 % d'entre eux sont ainsi convaincus que la situation socio-économique de leur pays à horizon 2050 sera « favorable » voire « très favorable ».

Nombreux sont les témoignages qui avancent cette prévision d'une Afrique dynamique économiquement parlant. Les perspectives sont ainsi considérées comme « excellentes, au regard du potentiel de développement, du vivier démographique et d'une amélioration croissante de certaines pratiques » par Hicham Bensaid Alaoui, Directeur général d'Allianz Trade Maroc (Maroc).

Rafik Boussa, le CEO de Grant Thornton Algeria (Algérie) assure quant à lui que les perspectives du continent sont « très prometteuses compte tenu de ses ressources naturelles, sa structure démographique, son capital humain et de son étendue et positionnement géographique ».

QUESTION 5

Quelle perception avez-vous des perspectives socio-économiques de votre pays à horizon 2050 ?



Yanish Bondahjagalu, Directeur financier de Verod Capital Management Limited (Maurice), note qu'« il y a encore beaucoup à faire en termes de développement économique et social en Afrique, mais avec tous les acteurs économiques (privés et publics), l'Afrique progresse graduellement. En tant que marché émergent, le marché africain offre de nombreuses opportunités ».

Parmi ces opportunités, et afin d'atteindre des conditions économiques les plus favorables possible, les dirigeants mentionnent certains secteurs comme locomotives de la croissance africaine, au premier rang desquels figurent l'agrobusiness (63 %) et l'énergie (60 %), suivies du numérique (36 %) et de l'industrie manufacturière (32 %).

Au-delà des secteurs concernés, nombreux sont les dirigeants à citer le potentiel que représente la jeunesse africaine. Pour rappel, la population africaine est la plus jeune au monde, avec quelque 60 % des Africains âgés de moins de 24 ans en 2020, selon les statistiques des Nations unies.

Jordana Remon Coubeche, la Directrice générale de Coubèche Distribution (Djibouti), indique ainsi que « le continent africain constitue un réel relais de croissance avec le plus important vivier de jeunes talents. Les perspectives de développement sont multidimensionnelles, les derniers investissements ayant résulté en une amélioration du secteur de la santé, un renforcement du système éducatif, une accélération de la transition énergétique mais aussi numérique, sans oublier le développement des infrastructures ».

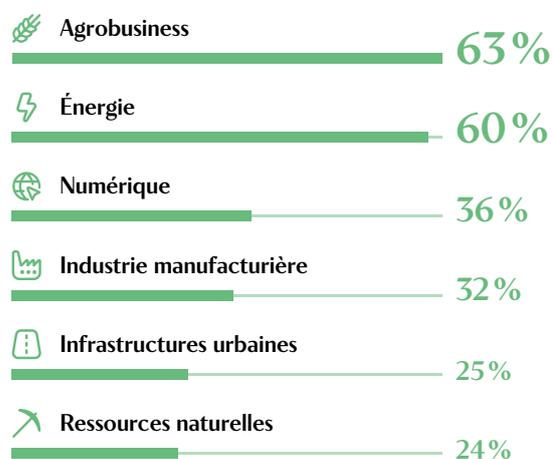
Par ailleurs, cette confiance en l'avenir s'exprime également par des perspectives de développement hors de l'Afrique mentionnées très largement par les décideurs (82 % d'entre eux), avec 29 % des décideurs interrogés évoquant un possible déploiement au-delà du continent à court terme.

L'ambition est là. L'Afrique de 2050 se dessine. Il s'agit désormais, pour les décideurs du continent, de concrétiser les projets qu'ils portent pour leur continent et son rayonnement.

QUESTION 6

Selon vous, quels sont les principaux secteurs porteurs de croissance ?

Plusieurs réponses possibles par répondant



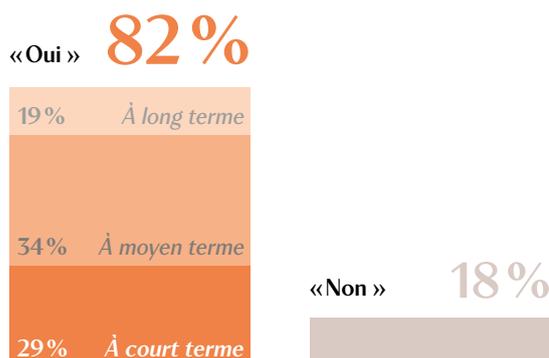
Le continent africain constitue un réel relais de croissance avec le plus important vivier de jeunes talents.

Jordana REMON COUBECHÉ

Directrice générale de Coubèche Distribution
DJIBOUTI

QUESTION 7

Ambitionnez-vous de vous développer (davantage) hors de l'Afrique ?





ENQUÊTE
AFRIQUE 2050

DEUXIÈME PARTIE

Un optimisme qui ne saurait
cacher la perception
de faiblesses



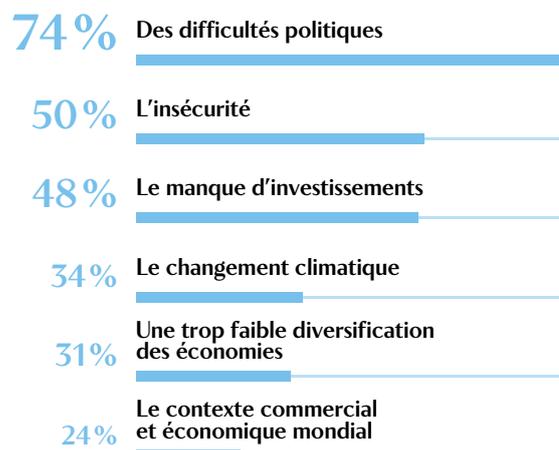
2

Des freins et des menaces identifiés comme pesant sur le bon développement économique du continent

Les perspectives de croissance et de modernisation du continent pourraient être obérées ou contraintes par des facteurs non-économiques, essentiellement sociaux et politiques. Les « risques politiques » et l'insécurité ressortent en effet comme étant deux menaces majeures auxquelles est confrontée l'Afrique, pour respectivement 74 % et 50 % des dirigeants interrogés.

QUESTION 8

Selon vous, quels sont les freins et menaces qui pourraient contrarier le développement de l'Afrique à moyen terme ?

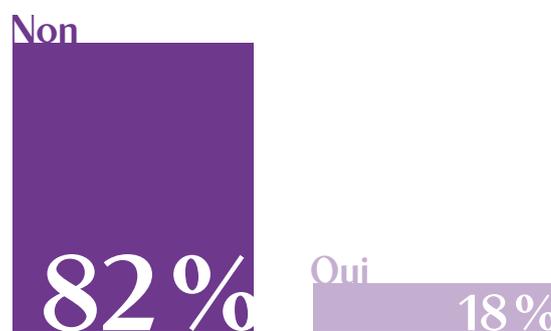


Les infrastructures, clef de voûte de la croissance africaine

Le principal facteur économique susceptible d'enrayer les perspectives de développement et de croissance - l'analyse de cette enquête ne portant pas sur les différents obstacles d'ordre politique - réside dans le manque d'investissements, mentionné par 48 % des votants. Ce point est tout particulièrement prégnant pour ce qui est des investissements dans les infrastructures. À ce jour, seuls 18 % des dirigeants interrogés considèrent que les infrastructures, dans leur secteur d'activité respectif, sont suffisantes pour accompagner le développement économique du continent, 82 % étant d'un avis contraire.

QUESTION 9

Les infrastructures dans votre secteur d'activité vous semblent-elles aujourd'hui suffisantes pour accompagner le développement économique du continent ?

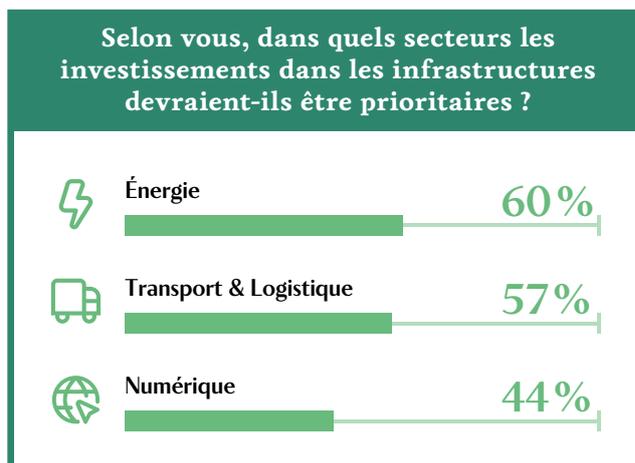


FOCUS

Selon le rapport annuel du Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA), publié en décembre 2022, le montant total des financements attribués aux infrastructures en Afrique a atteint 81 milliards de dollars (75 milliards d'euros) en 2020. Selon ce même rapport, a minima 59 milliards de dollars supplémentaires (54,6 milliards d'euros) auraient été nécessaires pour répondre aux différents besoins identifiés.

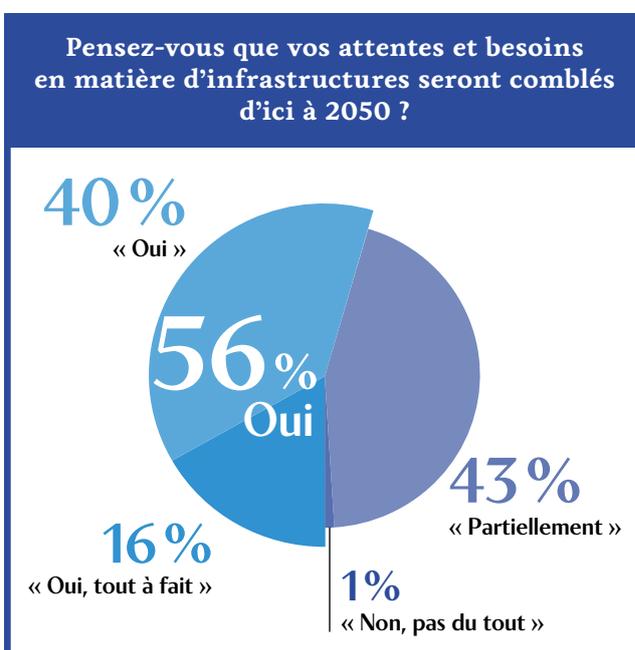
Pour accélérer la dynamique économique, plusieurs secteurs ont été identifiés comme devant bénéficier en priorité d'un renforcement de leurs infrastructures : les infrastructures dans l'énergie (mentionnées par 60 % des répondants), le transport et la logistique (57%), ainsi que les infrastructures numériques (44 %).

QUESTION 10



Il est à noter que les dirigeants sont majoritairement confiants quant au déploiement des infrastructures nécessaires d'ici à 2050. L'optimisme prévaut pour 56 % des interrogés tandis que seul 1 % n'y croit aucunement. Les 43 % restants n'y croient que partiellement.

QUESTION 11



Le processus de développement est déjà en cours, d'après Rose Muturi, Directrice générale de Branch International pour l'Afrique de l'Est (Kenya), qui considère que « les infrastructures s'améliorent à un rythme très élevé, ce qui permet aux économies de croître plus rapidement ».

La disponibilité du capital humain et la qualité des formations dispensées, autre prérequis pour l'accompagnement du développement économique africain

Le développement de l'Afrique dépend également de la disponibilité d'une main d'œuvre de qualité pour les entreprises du continent. Deux tiers des dirigeants (67 %) déplorent des difficultés de recrutement. Cette situation est un élément critique de la compétitivité de l'économie africaine et un frein, en l'état, du plein déploiement de la croissance.

QUESTION 12

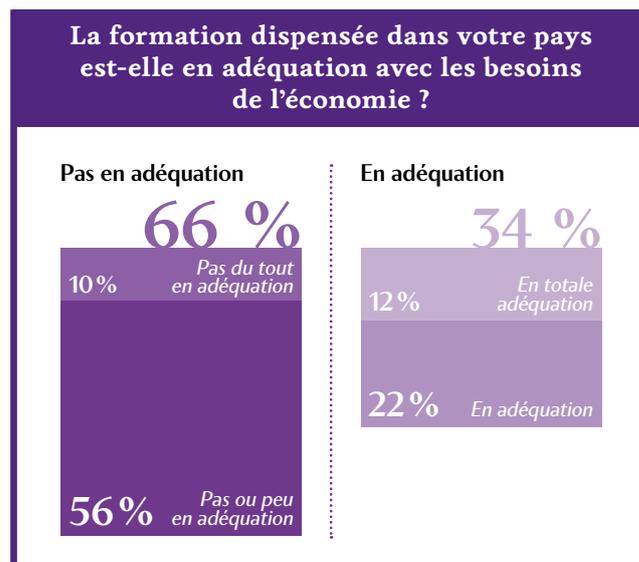


Le phénomène est aggravé par l'inadéquation perçue entre les formations existantes et les attentes et besoins des entreprises. Ainsi, seul un tiers (34 %) d'entre eux s'estime satisfait de la formation actuellement dispensée dans leur pays.

Certains dirigeants ont fait mention de politiques internes à leur structure pour pallier cette situation. C'est le cas de Sébastien Kadio Morokro, Directeur général de Petro Ivoire (Côte d'Ivoire), qui précise que face aux difficultés de recrutement, la stratégie de son entreprise a été « la mise en place d'une politique de formation des jeunes plus forte avec une vraie politique de rétention des talents. »

Au-delà des difficultés de recrutement, le manque d'accès à l'éducation en Afrique vient freiner l'entrepreneuriat, qui s'avère être crucial dans le développement économique du continent. Jeannie Cointre, Présidente de Famy SN (Sénégal) précise par exemple que « les perspectives de développement socio-économiques de l'Afrique passeront uniquement par la création de champions locaux. C'est par les jeunes entrepreneurs que l'Afrique va se développer et tendre vers sa souveraineté. »

QUESTION 13



Les perspectives de développement socio-économiques de l'Afrique passeront uniquement par la création de champions locaux. C'est par les jeunes entrepreneurs que l'Afrique va se développer et tendre vers sa souveraineté.

FOCUS

L'accès à l'éducation en Afrique

L'accès à l'éducation progresse en Afrique. De 2000 à 2019, la proportion d'enfants non scolarisés parmi ceux en âge d'être à l'école primaire a chuté de moitié, passant de 35 % à 17 %, selon les données de l'UNICEF. D'autre part, le nombre moyen d'années d'enseignement formel reçu a augmenté de manière significative ces dernières décennies, passant de 4,1 années en 1990 à 6,7 années en 2020 d'après Our World in Data.

Cependant, il est à noter que l'accès à l'enseignement supérieur doit être amélioré de manière significative, alors que les taux d'inscription y restent bien inférieurs aux autres continents. Un manque d'infrastructures est observé alors que la demande de formation supérieure ne cesse de croître.

Jeannie COINTRE

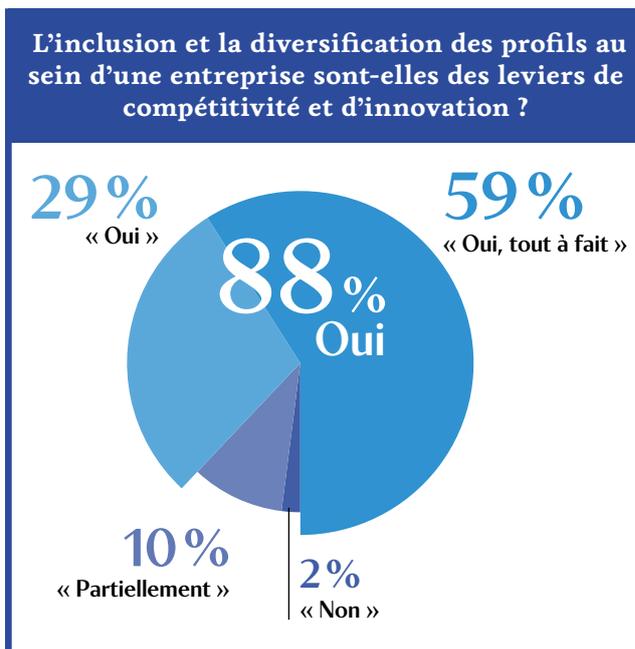
Présidente de Famy SN
SÉNÉGAL

Au-delà de l'importance de favoriser une éducation de qualité, il est à souligner que l'inclusion et la diversification des profils sont considérées comme des leviers de compétitivité et d'innovation par 88 % des sondés.

Malgré les profils variés des décideurs, issus de tous secteurs et types de structures, cette étude met en lumière le fait que les dirigeants africains semblent avoir une vision commune pour leur continent. De fait, la caractérisation des urgences et de leur capacité collective à y répondre donnent systématiquement lieu à un constat (positif ou négatif) partagé par une large majorité d'entre eux. Un équilibre pragmatique semble ainsi avoir été trouvé entre confiance en l'avenir et conscience de l'ampleur des défis à relever.

Achumile Majija, Directeur général régional Commercial, Opérations et Stratégie de Prudential Africa (Afrique du Sud), incarne parfaitement cette position d'équilibre en affirmant qu'il y a encore « un long chemin à parcourir, mais c'est prometteur. Certains pays font beaucoup mieux que d'autres, mais nous devons tous tirer dans la même direction. Nous devons résoudre les problèmes africains en tant qu'Africains, d'une manière adaptée à notre contexte ».

QUESTION 14



Certains pays font beaucoup mieux que d'autres, mais nous devons tous tirer dans la même direction. Nous devons résoudre les problèmes africains en tant qu'Africains, d'une manière adaptée à notre contexte.

Achumile MAJIBA

Directeur général régional Commercial,
Opérations et Stratégie de Prudential Africa
AFRIQUE DU SUD



ENQUÊTE
AFRIQUE 2050

TROISIÈME PARTIE

L'Afrique face aux grands
défis du XXI^{ème} siècle :
focus sur le développement
durable et la numérisation



3

Le développement durable, défi incontournable mais aussi perspective de croissance

L'Afrique ne fait pas exception. Comme tous les autres continents, elle fait face aux conséquences dramatiques du dérèglement climatique. Plus encore que les autres, le continent doit relever des défis climatiques de natures diverses qui mettent en péril la santé et le bien vivre humains et la croissance économique. L'agriculture, qui emploie 55 % de la population active du continent et représente 23 % de son PIB, est tout particulièrement concernée par le phénomène. L'Afrique risquerait ainsi de connaître une baisse de 20 % de ses rendements agricoles d'ici à 2050.

Cette donnée est cependant porteuse de nombreuses opportunités économiques et sociales. Le continent dispose en effet d'un potentiel unique en la matière, puisqu'il concentre par exemple 60 % du potentiel solaire mondial et 40 % des minéraux stratégiques nécessaires à la décarbonation.

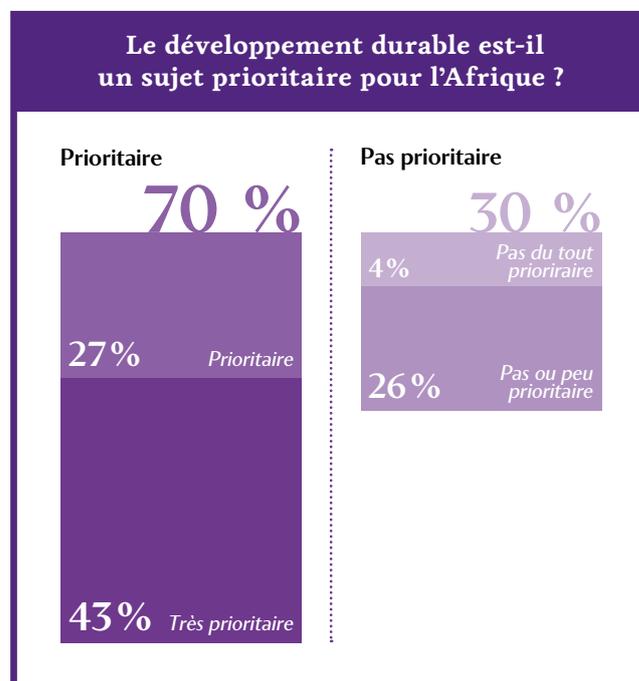
Dans ce contexte, le développement durable est très largement perçu comme un sujet prioritaire par les décideurs interrogés. 70 % le considèrent comme étant une priorité (dont 43 % comme un sujet prioritaire). Seuls 4 % pensent que ce n'est aucunement une priorité.

Les décideurs demeurent conscients de la complexité de la mise en œuvre d'une transition vers un développement durable. En outre, les délais pour y parvenir sont difficiles à estimer mais se comptent très certainement en décennies. Pour importante qu'elle soit, cette transition vers une plus grande prise en considération du développement durable s'inscrit principalement à moyen terme (47 % des réponses) ou à long terme (31 %).

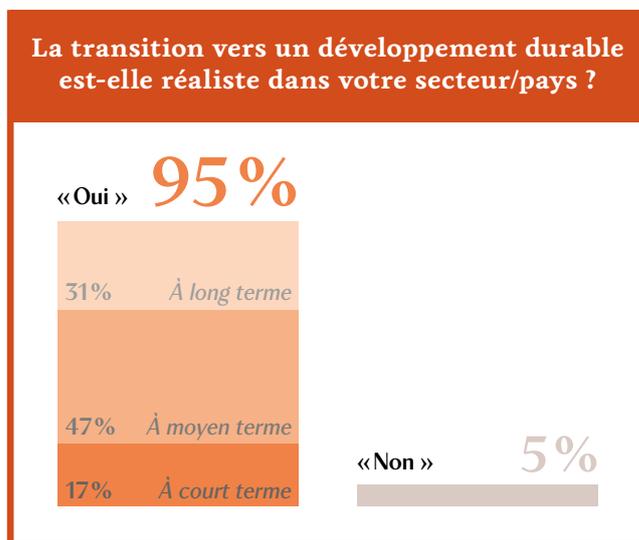
FOCUS

Dès l'ouverture de la 28^{ème} conférence mondiale sur le climat, le jeudi 30 novembre 2023 à Dubaï, un accord historique sur la mise en place du fonds « pertes et dommages » a été trouvé. Ce dernier doit permettre aux pays les plus vulnérables de financer la réparation des dégâts causés par le réchauffement climatique. Les premières promesses de contributions ont été prononcées, mais la question du montant total dont le fonds bénéficiera reste cependant une inconnue d'importance majeure. D'autre part, les critères définissant cette vulnérabilité doivent également être précisés. Au vu de la sévérité des catastrophes climatiques subies ces dernières années, plusieurs pays africains devraient faire partie des États prioritaires.

QUESTION 15



QUESTION 16



Selon Hasnaine Yavarhoussen, Directeur général délégué du Groupe Filatex (Madagascar), cette transition écologique est « un enjeu gigantesque, qui marie une meilleure gestion de l'accès à l'eau, à l'énergie, à l'éducation, qui mérite une meilleure coordination entre les pays et la conscience, pour chacun, que cet objectif peut dépasser les intérêts particuliers et à court terme tant des opérateurs économiques que des décideurs politiques ».

« La transition écologique est un enjeu gigantesque, qui marie une meilleure gestion de l'accès à l'eau, à l'énergie, à l'éducation, qui mérite une meilleure coordination entre les pays et la conscience, pour chacun, que cet objectif peut dépasser les intérêts particuliers et à court terme tant des opérateurs économiques que des décideurs politiques. »

Hasnaine YAVARHOUSSEN

Directeur général délégué du Groupe Filatex
MADAGASCAR

La nécessaire numérisation des appareils productifs et de l'économie

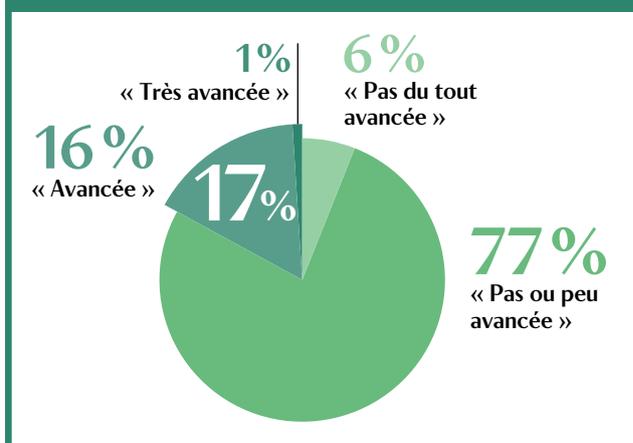
La contribution de l'économie numérique dans le PIB mondial atteindra 25% en 2026, contre 15,5% en 2016, selon la Banque mondiale. Ainsi, la révolution numérique n'a pas fini de transformer les sociétés et constitue un impératif pour permettre une croissance rapide des économies africaines.

En s'arrêtant simplement sur le haut débit mobile en Afrique, l'Union internationale des télécommunications estime qu'un gain de 10% de son déploiement sur les territoires du continent engendrerait une hausse de 2,5 % du PIB par habitant.

À ce jour, seuls 17% des dirigeants africains considèrent que la numérisation des appareils productifs et de l'économie est suffisamment déployée. Alors même que 95% des décideurs, ayant enclenché un processus de numérisation au sein de leur structure, affirment qu'elle a renforcé leur compétitivité, dont 46% d'une manière significative.

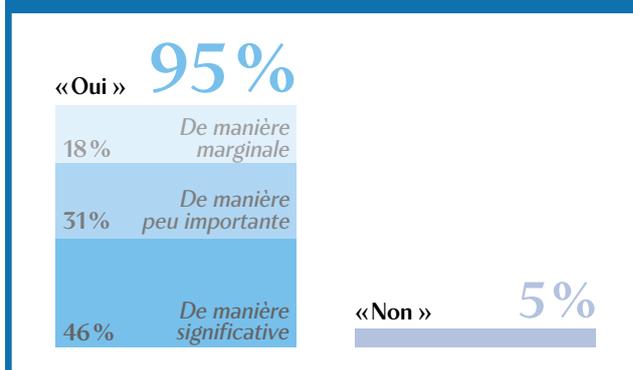
QUESTION 17

Comment jugez-vous la numérisation de l'économie de votre pays ?



QUESTION 18

La numérisation a-t-elle renforcé la compétitivité de votre entreprise / votre pays ?



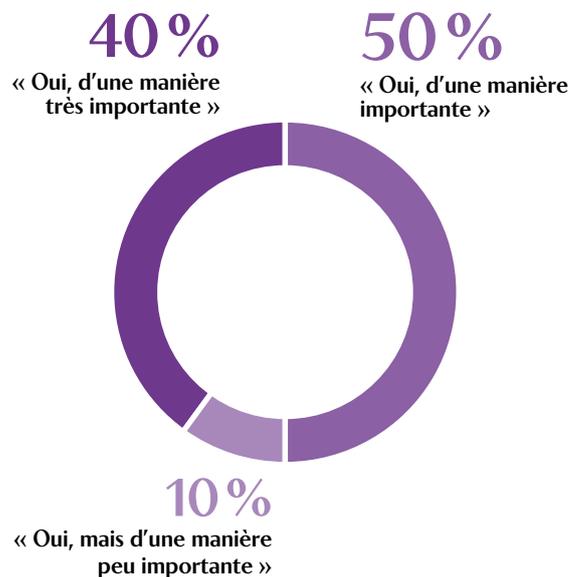
QUESTION 19

Enfin, l'ensemble des sondés est convaincu que la numérisation va permettre de disposer de vrais gains de productivité supplémentaires d'ici à 2050.

Rose Muturi, Directrice générale en charge de l'Afrique de l'Est de Branch International (Kenya), revient sur cette révolution qu'est le numérique en rappelant qu'« Internet a été l'un des facteurs qui ont permis à l'Afrique de faire un bond en avant en matière de développement économique et social ». Il s'agit donc de poursuivre cet effort de numérisation pour permettre le plein déploiement des économies africaines. Dès à présent, les effets de la numérisation impactent positivement la croissance africaine, bien que les décideurs restent conscients qu'un long chemin reste à parcourir.

Il est évident que, dans un monde de plus en plus interconnecté, l'Afrique fait face aux mêmes défis que les autres continents. Sans minimiser l'ampleur de la tâche, les dirigeants considèrent l'Afrique comme prête, dans les décennies à venir, à les relever, que ce soit en matière de développement durable ou de numérique.

La numérisation est amenée à irriguer l'ensemble de l'économie et des activités humaines. Pensez-vous disposer de gains de productivité supplémentaires d'ici 2050 du fait de ce phénomène ?



« Internet a été l'un des facteurs qui ont permis à l'Afrique de faire un bond en avant en matière de développement économique et social. »

Rose MUTURI

Directrice générale en charge de l'Afrique de l'Est
de Branch International
KENYA

ENQUÊTE
AFRIQUE 2050

QUATRIÈME PARTIE

L'Afrique et ses relations
commerciales avec
le reste du monde



4

L'avenir de l'Afrique et de son développement repose aussi sur sa capacité à s'ouvrir au monde et à offrir un cadre favorable aux investissements internationaux

FOCUS

Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), 45 milliards de dollars de flux d'investissements directs étrangers ont été dirigés vers l'Afrique en 2022, année de sortie difficile de la pandémie, soit 35 milliards de dollars de moins qu'en 2021. En 2022, l'Afrique a attiré 3,5 % des flux d'IDE dans le monde, contre 5,2 % en 2021.

Les investisseurs européens restent, de loin, les plus grands détenteurs de stocks d'IDE en Afrique. Le Royaume-Uni est en tête avec 55,6 milliards d'euros, viennent ensuite la France et les Pays-Bas avec 50 milliards d'euros chacun.

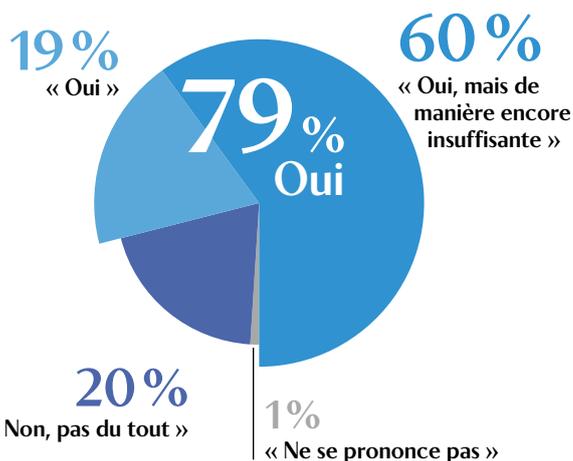
Alors que les IDE demeurent essentiels au développement de l'Afrique, en attirer davantage nécessite pour le continent que le climat des affaires et le cadre juridique soient considérés comme favorables, ce qui n'est, selon les décideurs interrogés, pas le cas actuellement.

En effet, seuls 19 % des sondés considèrent que la législation actuelle est pleinement satisfaisante pour faciliter l'attractivité de leur pays. Au contraire, 60 % pensent que des progrès peuvent et doivent être faits alors que 20 % vont jusqu'à estimer que la législation actuelle n'est pas du tout adaptée.

Les décideurs africains se projettent à horizon 2050 avec toujours un besoin important d'IDE provenant de pays extérieurs au continent ; 62 % des réponses font en effet d'abord mention d'investissements extérieurs aux pays africains. Il convient cependant de souligner qu'un nombre non négligeable de décideurs (38 %) considère comme crédible de s'appuyer davantage sur les IDE en provenance de pays africains. Dès aujourd'hui, certains pays, au premier rang desquels se situent le Nigeria ou le Maroc, sont dans une logique croissante d'investissements en Afrique sub-saharienne notamment. Le Maroc a ainsi investi en l'espace de quinze ans quelque 4 milliards de dollars en Afrique, soit 60 % de ses réalisations à l'étranger.

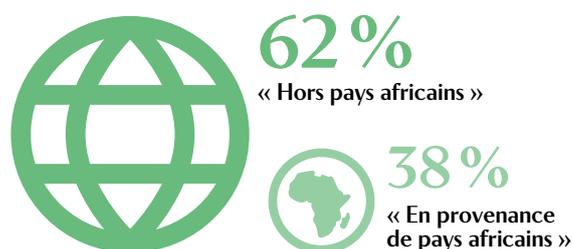
QUESTION 20

La législation existante en matière d'investissements directs étrangers (IDE) vous paraît-elle adaptée pour renforcer l'attractivité de votre pays ?



QUESTION 21

À horizon 2050, misez-vous davantage sur les IDE en provenance de pays africains ou hors pays africains ?



L'Europe, partenaire naturel et souhaité de l'Afrique

L'Europe dispose d'une image très favorable parmi les dirigeants africains interrogés. Elle est pour la majorité des répondants le partenaire commercial idéal (53 % des choix), avec une aspiration légèrement plus forte dans l'espace francophone (59 %) qu'en Afrique anglophone où la demande d'Europe est disputée par la Chine (24 % contre 16 % au niveau continental) et, dans une moindre mesure, les États-Unis (17 % pour 11 % à l'échelle du continent).

Il est à souligner que la Russie n'est pas particulièrement perçue comme un partenaire commercial intéressant et souhaitable. Ce pays ne recueille en effet que 3 % de manifestation d'intérêt à le voir devenir le premier partenaire commercial.

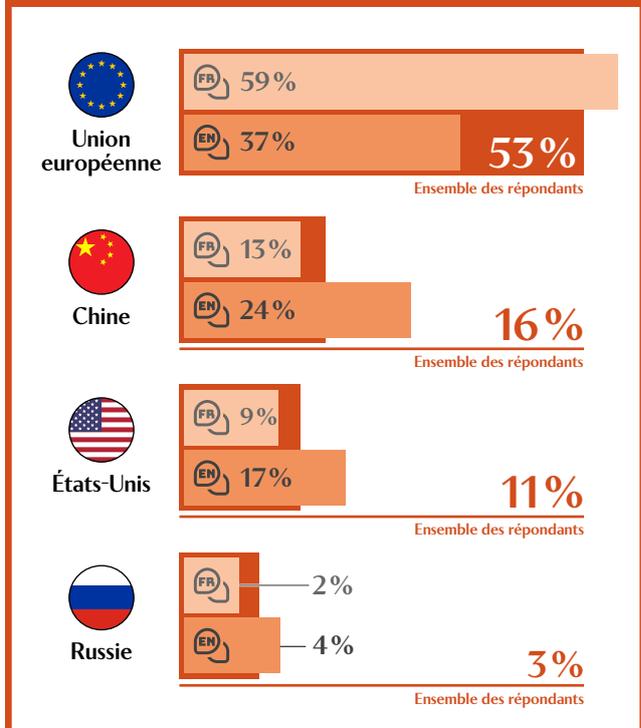
Dans ce contexte, il est intéressant d'étudier le fait que la politique portée par l'Union européenne en la matière, le *Global Gateway*, est très favorablement perçue avec 53 % des répondants la qualifiant de « prometteuse » et seulement 7 % la jugeant « peu utile ». Cette étude permet également d'observer que la stratégie européenne est appréciée, aussi bien par les répondants francophones qu'anglophones.

FOCUS

Présenté le 1^{er} décembre 2021, le *Global Gateway* est une stratégie d'aide au développement de l'Union européenne, sur la période 2021-2027. 300 milliards d'euros sont mobilisés dont la moitié (150 milliards d'euros) sera orientée vers le continent africain. Par ce plan, l'Union européenne vise à contribuer au développement des infrastructures, du numérique, de l'énergie, ou encore de la santé et de l'éducation.

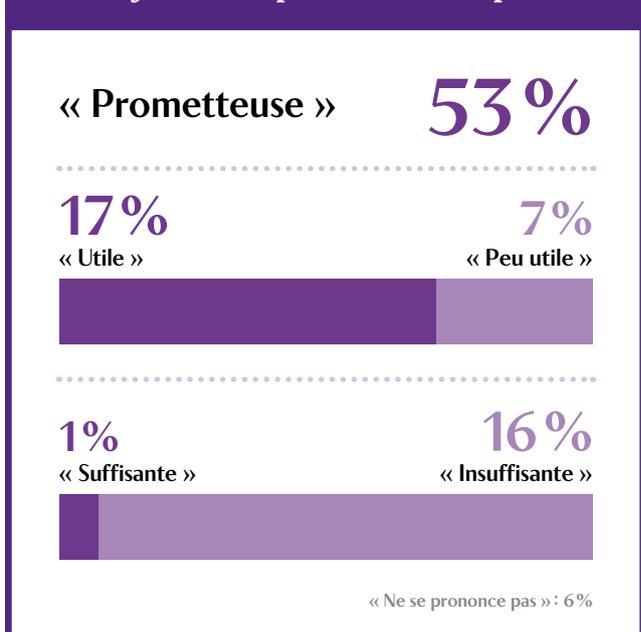
QUESTION 22

Qui souhaiteriez-vous voir devenir (ou rester) le premier partenaire commercial africain en 2050 ?



QUESTION 23

Comment percevez-vous l'initiative « *Global Gateway* » définie par l'Union européenne ?



Hisham El-Khazindar, Président-directeur général de Qalaa Holdings (Égypte), appelle par exemple à une coopération plus étroite entre l'Union européenne et l'Égypte qui « devrait être une destination naturelle pour les industries ou les services que l'Europe cherche à délocaliser depuis la Chine ».

D'autre part, Cherifa Othmani, Directrice générale de Vega International Trade (Groupe Othmani, Algérie), considère que « le coût du transport est en train de devenir un véritable atout pour les échanges commerciaux entre les pays d'Afrique du Nord et les pays européens ».

« Le coût du transport est en train de devenir un véritable atout pour les échanges commerciaux entre les pays d'Afrique du Nord et les pays européens. »

Cherifa OTHMANI

Directrice générale de Vega International Trade
ALGÉRIE

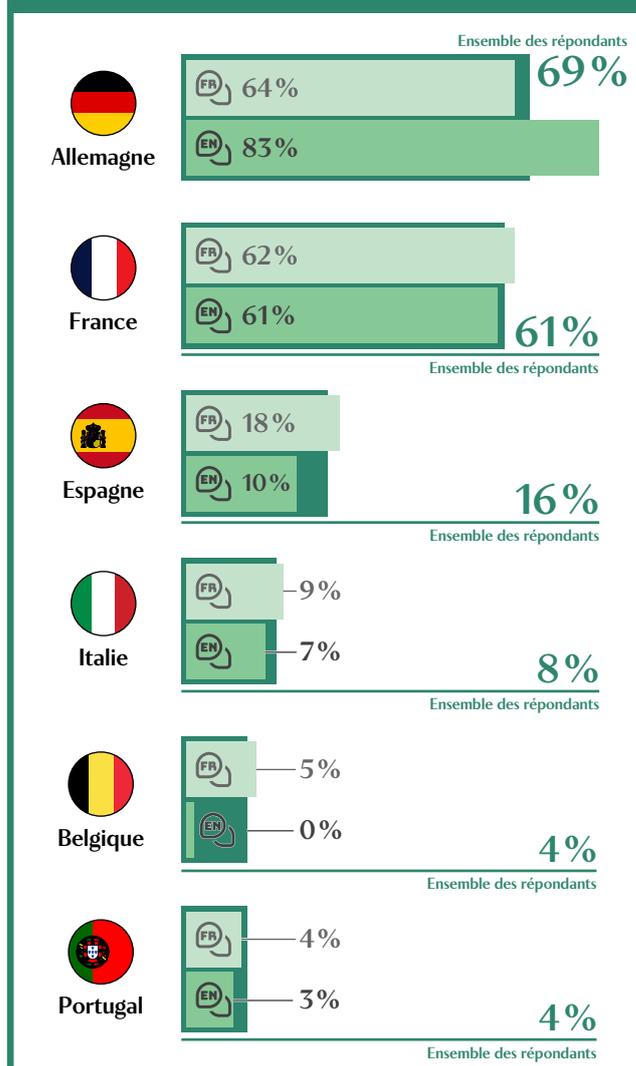
Au sein de l'Union européenne, ce sont les relations commerciales avec l'Allemagne et la France qui suscitent le plus d'appétences, loin devant celles avec l'Espagne, l'Italie, la Belgique et le Portugal.

Dans l'espace francophone, l'Allemagne et la France font jeu égal avec respectivement 64 % et 62 % des répondants les mentionnant parmi les pays avec lesquels ils souhaitent voir leurs relations commerciales s'intensifier. L'Espagne, troisième pays le plus apparu dans les réponses, est mentionné par 18 % des répondants.

En revanche, parmi les pays anglophones, l'Allemagne devance significativement la France comme pays européen le plus plébiscité pour le renforcement du partenariat commercial entre Afrique et Europe, avec 83 % des décideurs anglophones la mentionnant alors que pour ce qui est de la France, le niveau d'intérêt est le même que pour les décideurs francophones (61 %).

QUESTION 24

Au sein de l'Union européenne, avec quel pays souhaitez-vous voir les relations commerciales de votre pays/du continent s'intensifier ?



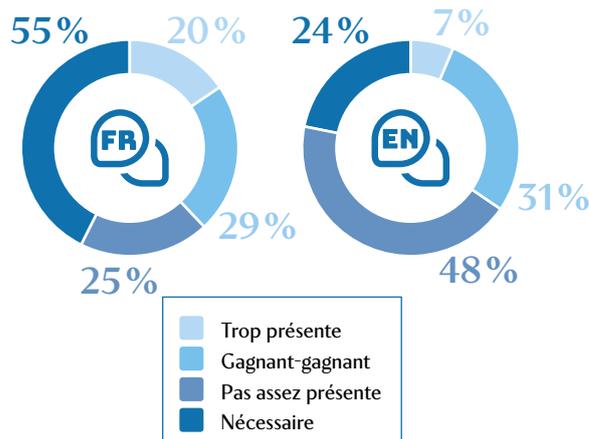
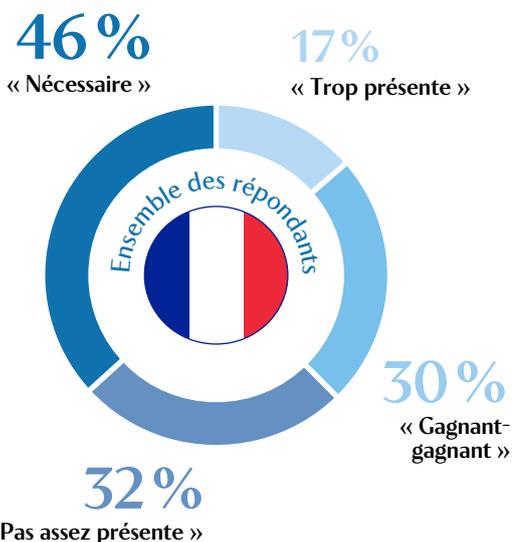
Pour autant, la France bénéficie d'une très bonne image en Afrique anglophone. En effet, lorsque interrogés, les répondants anglophones considèrent à hauteur de 48% que la France n'est pas assez présente dans leur région (contre, quelque 25% pour les francophones).

En effet, la présence économique française est très positivement perçue, avec seulement 17% qui la considèrent trop présente pour 32% qui la jugent pas assez présente (48% pour les anglophones) et 46% qui la voient comme une nécessité.

QUESTION 25

Comment percevez-vous la présence économique française sur le continent / dans votre pays ?

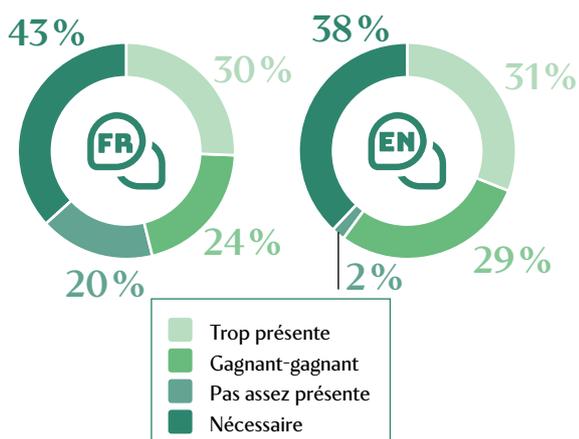
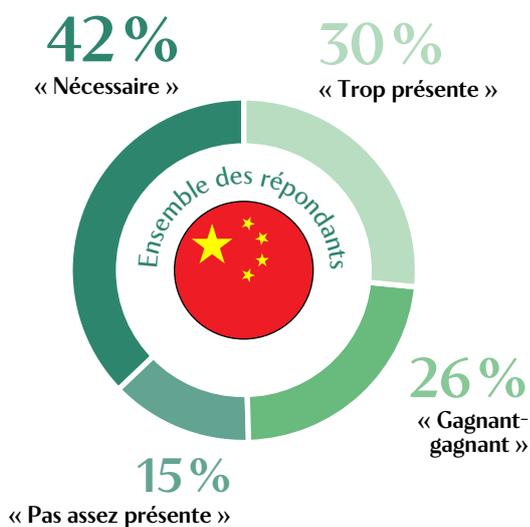
Plusieurs réponses possibles par répondant



QUESTION 26

Comment percevez-vous la présence économique chinoise sur le continent / dans votre pays ?

Plusieurs réponses possibles par répondant



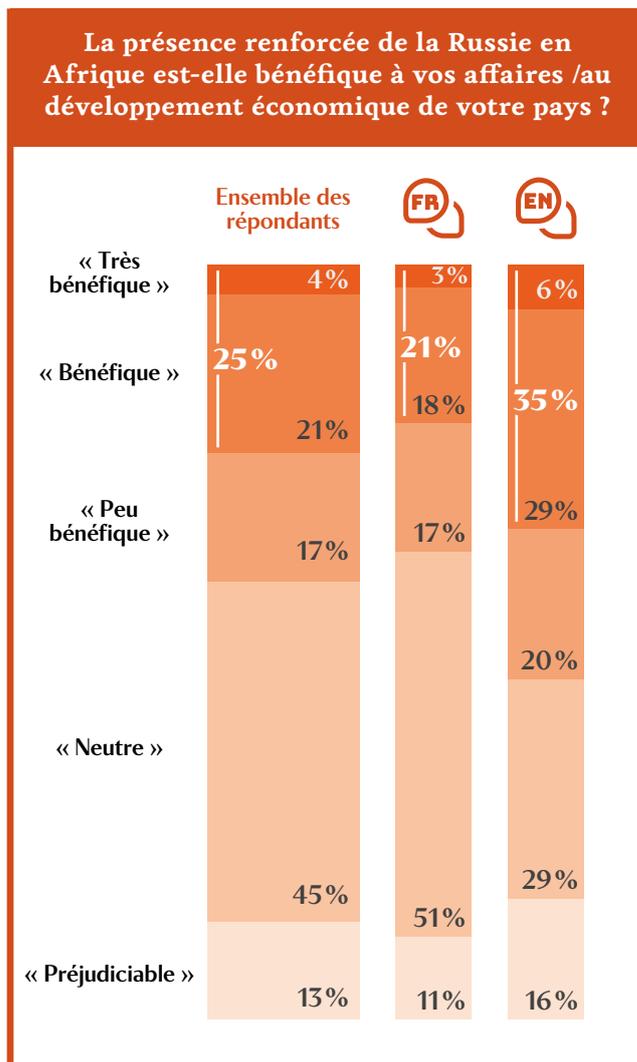
S'agissant de la Chine, qui est l'un des principaux investisseurs du continent, sa présence est principalement perçue comme nécessaire (40% des répondants), bien que près d'un tiers (30%) considère ce pays comme trop présent dans la sphère économique.

En ce qui concerne la Russie, seuls 3 % des décideurs expriment le souhait de la voir devenir le principal partenaire commercial du continent.

La présence de ce pays en Afrique est considérée comme bénéfique à la dynamique économique par seulement 25 % des répondants avec, il faut le souligner, un attrait plus important de l'Afrique anglophone (35 % des répondants) pour une présence russe renforcée.

Le rapport qu'entretiennent les dirigeants africains aux partenaires commerciaux étrangers montre avant tout un certain pragmatisme dans la nécessité de les diversifier, mais surtout dans la nécessité d'approfondir ces échanges commerciaux. La perception de la mondialisation sort ainsi de tout rapport idéologique, pour s'affirmer comme un outil de développement, dont la maîtrise permettra d'aller de pair avec une affirmation croissante de la souveraineté économique des pays africains.

QUESTION 27





ÉCHANTILLON ET CARACTÉRISTIQUES DE L'ENQUÊTE

Quelque 300 hauts dirigeants économiques issus des réseaux et de l'écosystème *Choiseul Africa* ont été interrogés durant l'été et l'automne 2023.

Pour des raisons de commodités et de traitement, les 34 nationalités de ces dirigeants ont été regroupées selon la langue majoritairement pratiquée dans leur pays entre l'anglais et le français :

- 20 pays francophones : Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo, Tunisie ;
- 14 pays anglophones : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Égypte, Ethiopie, Kenya, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigeria, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Les femmes représentent 39 % du total de nos répondants.

Les dix premiers pays en termes de nombre de répondants sont, par ordre décroissant : le Maroc, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Nigeria, le Sénégal, l'Afrique du Sud, l'Algérie, la Tunisie, la République démocratique du Congo et le Bénin.

Les dix principaux secteurs d'activité des répondants sont, par ordre décroissant : Finance/Banque/Assurance, Conseil, Industrie, Secteur public, Agrobusiness, Culture/Médias, Énergie, Technologie/IT, Télécommunication, Santé/Chimie.



À PROPOS DE CHOISEUL AFRICA

Choiseul Africa regroupe l'ensemble des activités initiées et portées par l'Institut Choiseul à destination du continent africain. Historiquement, ces initiatives ont été lancées en 2014 avec la création du *Choiseul 100 Africa* qui identifie et connecte, tous les ans depuis cette date, les 200 dirigeants économiques africains de moins de quarante ans les plus talentueux de leur génération.

Sans équivalent à l'échelle de l'Afrique, toutes zones confondues, Choiseul Africa représente aujourd'hui :

- **Une communauté.** Choiseul Africa connecte et fédère celles et ceux qui font l'Afrique de demain : des décideurs et des leaders d'opinion engagés formant une communauté audacieuse, influente et inspirante de près de 700 lauréats et alumni *Choiseul 100 Africa*, couvrant 51 pays sur les 54 que compte le continent.
- **Une vision stratégique.** Choiseul Africa crée des ponts en favorisant la circulation des idées entre les sphères économiques, publiques et institutionnelles pour bâtir des partenariats durables. Désireux d'aller plus en avant dans la promotion du continent africain et dans son rôle d'acteur du rapprochement entre l'Afrique et l'Europe, nous organisons le *Choiseul Africa Business Forum* depuis 2019. Ce grand forum d'investissement réunit à chaque édition plusieurs centaines hauts dirigeants parmi les plus influents autour de panels thématiques, plaçant l'Afrique au cœur des débats. Les *Choiseul Africa Awards*, lancés en 2022, viennent également honorer et mettre en lumière les acteurs ayant marqué l'actualité africaine par leur engagement.
- **Une mission de valorisation.** Choiseul Africa identifie et fait rayonner les talents et les opportunités d'affaires, en s'inscrivant comme précurseur des grandes tendances économiques à l'œuvre. En ce sens, notre ambition est de contribuer au dynamisme économique de l'Afrique sur la scène mondiale en renforçant les relations, en stimulant les échanges et en animant une communauté de décideurs à même d'insuffler des changements à grande échelle.





À PROPOS DE SKEMA

Avec 10 000 étudiants de plus de 130 nationalités et 57 000 diplômés dans 145 pays, SKEMA Business School est une institution d'enseignement et de recherche globale qui forme des talents engagés pour transformer le monde durablement. L'hybridation entre les sciences humaines et sociales et celles de la donnée est le cœur de son modèle et l'exposition globale en est le mode opératoire.

Multi-accréditée, l'école est reconnue dans le monde entier pour sa recherche, ses plus de 70 programmes d'excellence et sa structure internationale multi-sites dans six pays : Afrique du Sud, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France.

www.skema-bs.fr



Directeur du projet
Pascal LOROT

Responsable du projet
Esther PERREAU

Assistée de
Matthieu DALLISON
Emmanuel de la PINTIÈRE
Océane POITRIMOL

Conception et mise en page
Clément GIRARDOT

Ce document ne peut être vendu
Dépôt légal : Février 2024
ISBN : 978-2-4938-3916-9
Imprimé en France

© Choiseul Associates 2024
Tous droits réservés



CHOISEUL
AFRICA



9 782493 839169